

La zone sterling et les avantages de ses divers participants

This study attempts to point out the respective advantages of the various participants in the sterling area. In order to do so, it is situated on three successive, complementary analytical planes :

- 1. The advantages are sought in the framework of a purely economical conjuncture through the cycle ;*
- 2. The study is transposed in the framework of what might be called an historical conjuncture, animated by the political events lwhich have marked the history of the area ;*
- 3. A supplementary analysis is made consldering the advantages proceeding from Impérial Préférence.*

Michel Moret

(1919-2005)

Les études précisant les avantages que les divers pays sterling retirent de leur association monétaire se sont multipliées depuis la guerre. Sans doute sont-elles dues au fait que ces avantages sont devenus moins évidents pour certains participants. Il est désormais nécessaire de procéder à une analyse théorique souvent fouillée pour les déceler et démontrer ainsi que la communauté monétaire se fonde toujours sur une communauté d'intérêts. C'est dans cette perspective que l'on peut situer l'ouvrage récent de F.V. Meyer édité en 1952 à Cambridge (1). Nous nous proposons ici de mettre en relief et de juger certains des arguments qui y sont présentés.

Si l'on suit la zone sterling au cours de ses vingt ans d'existence, on constate que son originalité a continuellement changé du fait de la modification de l'environnement. En effet, l'univers non sterling, qui lui sert de terme de référence, n'a cessé d'évoluer.

Au lendemain de 1931, c'est par opposition à l'étalon-or que se situe naturellement la zone sterling, qu'il s'agisse de l'étalon-or généralisé dont elle marque le terme ou de celui qui subsiste en Europe dans le cadre du bloc-or. La zone sterling fait alors figure d'une aire internationale qui n'est plus régie par le métal jaune. Ses relations internes comme externes échappent à la discipline de l'or. Puis, l'organisation du sterling s'oppose, par la stabilité de ses changes internes, au réseau des monnaies flottantes et contraste bientôt, par la liberté de ses transferts, avec la contexture quasi-mondiale du contrôle des changes.

La zone sterling, dont les limites sont alors reportées aux frontières du Commonwealth, à l'exception du Canada lié au dollar et de quelques Etats

(1) F.V. Meyer, *Britain, the Sterling Area and Europe*, Cambridge, Bowes and Bolwes, 1952, 150 p.

indépendants qui demeurent englobés, apparaît désormais comme une organisation coopérative de contrôle des changes. Cette période marque le début de la zone sterling proprement dite. En effet, l'organisation rigide dont elle est pourvue assure son officialisation, et pour certains auteurs la communauté sterling ne commence son existence qu'à cette époque. Ceux-ci se plaisent à opposer la zone sterling à l'organisation plus diffuse connue jusqu'alors sous le nom de Bloc sterling.

En fait, si l'environnement a changé et contraint la zone sterling à devenir plus rigide et plus étroite, celle-ci se caractérise depuis ses débuts par des règles permanentes qu'il convient de préciser afin de déceler les avantages respectifs qui en découlent. Ces règles sont au nombre de trois : la convertibilité, la stabilité des changes et la centralisation des réserves auprès de la place dominante.

Les auteurs qui raisonnent à la lumière des événements contemporains, mettent en vedette le premier aspect. La zone sterling apparaît comme un espace à l'intérieur duquel des monnaies, administrées par différents instituts d'émission, demeurent librement convertibles. Cette caractéristique, notable à l'époque actuelle, est évidemment contingente. La convertibilité des monnaies sterling entre elles ne constituait pas un élément particulièrement original pour le monde d'avant-guerre, et est appelée à devenir moins frappante au fur et à mesure que l'on s'achemine vers un régime international plus libéral.

Le deuxième critère se réfère à une caractéristique plus permanente. La zone sterling est alors définie comme un espace international au sein duquel règne la stabilité des changes. C'est un attribut que la zone sterling partage avec l'étalon-or. Toutefois, il s'agit d'une stabilité non plus mécanique, mais consciente, due à la volonté des banques centrales, celles-ci maintenant des cours fixes d'achat et de vente du sterling. La possibilité de réaliser la stabilité des changes dans un système à étalon-papier devait être saluée par Cassel comme un événement historique. La zone sterling a en effet constitué à ce titre un substitut heureux de l'étalon-or. Comme le rappelle Meyer, le but de la zone sterling est de faire régner à une échelle limitée cette stabilité que le *gold standard* assurait mécaniquement à une échelle quasi-mondiale. Il convient d'ailleurs de noter que la stabilité assurée est même plus parfaite dans le cadre de la zone, puisque les fluctuations entre les points d'or se trouvent éliminées.

Vue sous l'angle de la stabilité, la zone sterling apparaît pourvue de racines profondes. La communauté des marchands sterling, attachés à la stabilité de leur change, existait bien avant les années 1930, à l'époque de l'étalon-or. Celui-ci a pu être présenté à juste titre comme un étalon-sterling.

Meyer, comme Brown ou Nurkse (2), insistent sur le fait que les nations commerçantes du XIX^e siècle étaient naturellement portées à maintenir la stabilité de leur change sur Londres. Aussi rattachèrent-elles leur monnaie à l'or, car le sterling était lié à ce métal. Les mésaventures de l'Inde, dont

(2) William Adams Brown Jr, *The International Gold Standard Rein terpreted* ; Ragnar Nurkse, *l'Expérience monétaire internationale*, S.D.N.

la devise fut liée à l'argent jusqu'en 1893 et dont Keynes nous a conté l'histoire, montrent combien cette précaution était justifiée.

Le critère de la stabilité des changes constitue donc un aspect essentiel de la zone sterling dont il marque le but. Toutefois, l'esprit de cette dernière est surtout exprimé par le troisième critère sur lequel Meyer insiste à plusieurs reprises : la centralisation des réserves de change auprès de la place dominante. Cette règle du jeu, liée à la précédente, implique une discipline dont la rigueur a pu apparaître particulièrement pesante depuis la guerre.

Il était normal, avant-guerre, que les divers membres de la zone conservassent leurs avoirs à Londres. Ayant besoin surtout de sterlings, ils conféraient le maximum de liquidité à leurs réserves en les constituant en cette devise. D'où l'institution des balances sterling pouvant être alimentées soit par le solde des transactions directes avec la Grande-Bretagne, soit par les devises gagnées sur les pays tiers. Elles ne cessèrent de se gonfler entre les années 1932 et 1937 du fait de la politique de « stock-piling » des partenaires de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, ces balances sont devenues considérables, mais leur volume ne s'explique plus par un désir d'accumulation. Elles expriment l'endettement de guerre de la Grande-Bretagne et ont perdu en même temps leur liquidité, ceci à un double point de vue : une partie des balances, bloquée, est inutilisable, tandis que la disposition de l'autre partie, dite débloquée, n'est pas libre à l'extérieur de la zone.

Cette discipline, d'ailleurs librement consentie, suffirait à opposer l'institution de la zone sterling au *Gold Exchange Standard*. Ajoutons qu'à la différence de ce dernier système, la zone sterling repose sur la reconnaissance d'une et non pas de plusieurs devises dominantes, celle-ci donnant son nom à l'organisation. D'autre part, cette devise n'est pas adoptée pour son équivalence à l'or, mais bien plutôt en raison de l'étroitesse des relations économiques avec son pays d'émission (3).

Ainsi la zone sterling nous met-elle en présence d'un espace économique conçu à la fois comme un ensemble homogène, du fait surtout de la stabilité des changes, et comme un champ de forces, celui-ci prenant l'aspect d'un réseau de flux monétaires et réels attirés vers ou issus de l'économie dominante anglaise (4). Cet espace demeure essentiellement délimité par l'ampleur de la souveraineté économique de la Grande-Bretagne. La zone sterling débordait de beaucoup, à son origine, l'espace anglais de domination politique, et le fait que ses frontières aient tendance aujourd'hui à se calquer plus ou moins sur celles du Commonwealth ne change rien à son essence économique.

La revue de ces trois critères nous a donné un premier aperçu des avantages et désavantages liés à la qualité de membre du sterling. Dans l'ensemble, la stabilité des changes internes n'a pu que bénéficier à toute la communauté, depuis sa formation. Il en est de même du privilège actuel de la convertibilité au sein de la zone, encore qu'il implique pour certains la renonciation à une convertibilité éventuelle avec le dollar. Quant au

(3) Sur les relations entre le *Gold Exchange Standard* et l'organisation sterling, on se référera notamment au cours de Maurice Bye, 2^e année de Licence, 1948-1949.

(4) La zone sterling constitue une illustration typique de la conception de l'espace économique de François Perroux. Cf. « Les espaces économiques », *Economie appliquée*, 1950, n° 1, notamment p. 235-238.

mécanisme des balances, il semble avoir surtout joué au bénéfice de la Grande-Bretagne.

En fait, le bilan de chacun des participants semble difficile à établir. Pour être complet, il oblige à se situer successivement à différents plans d'analyse.

Les arguments développés par Meyer comme par les autres théoriciens de la zone sterling nous invitent d'abord à raisonner dans le cadre d'une conjoncture purement économique, animée par le cycle. On met alors à jour des tendances fondamentales qui seraient seules à se manifester dans un monde dépouillé d'accidents.

L'étude de ces tendances économiques idéales doit être complétée par celle des événements politiques qui nourrissent l'histoire monétaire de l'organisation sterling. D'une conjoncture économique abstraite, on passe alors à une conjoncture historique.

Enfin, la zone sterling doit être envisagée non seulement sous son aspect monétaire, mais encore douanier. Il est en effet nécessaire de préciser la situation des divers membres en tenant compte des avantages qu'ils retirent de la Préférence impériale. Cette analyse supplémentaire se justifie surtout aujourd'hui, alors que la zone sterling tend à se confondre avec le Commonwealth.

Ces trois analyses complémentaires nous permettront de collecter successivement les divers éléments qui devraient être retenus dans un bilan.

I. Les avantages dans la conjoncture cyclique

La zone sterling réalise un ensemble complémentaire constitué par une économie dominante de structure secondaire et des économies du type primaire. Les termes de l'échange entre ces deux parties vont ainsi être fonction de la disparité dans les fluctuations des prix industriels et agricoles. Donc, si, selon la norme, les fluctuations Juglar affectent plus les prix agricoles que les prix industriels, la Grande-Bretagne verra ses termes de l'échange se détériorer dans l'expansion, les prix agricoles montant plus que les prix industriels. En revanche, la Grande-Bretagne bénéficiera d'une amélioration de ses termes de l'échange dans la dépression puisque les prix industriels auront moins baissé que les prix agricoles.

Et c'est évidemment une situation inverse que connaîtront les partenaires sterling de la Grande-Bretagne, leurs termes de l'échange s'améliorant dans l'expansion et se détériorant dans la dépression. Ce phénomène bien connu, sur lequel insiste à nouveau Meyer, a été particulièrement exposé par K. Martin (5).

Une telle situation apparaît surtout favorable à la Grande-Bretagne, car il est sans aucun doute plus précieux de bénéficier d'un avantage, partiellement compensateur, dans la dépression plutôt que d'enregistrer un supergain dans l'expansion. La théorie de l'utilité marginale pourrait nous le confirmer.

(5) K. Martin, « The Terms of Trade of Selected Countries », *Bulletin of the Oxford University, Institute of Statistics*, nov. 1948.

C'est alors qu'il convient d'examiner l'incidence de la zone sterling sur cette situation. En l'absence de la stabilité du change assurée par la zone sterling, les gains et les pertes liés aux fluctuations cycliques des termes de l'échange seraient nécessairement plus élevés. En effet, l'amélioration des termes de l'échange d'un des participants entraînerait une appréciation parallèle de son cours du change. Celle-ci s'explique par la réduction de la demande de devises due au fait que les importations sont moins onéreuses.

Par conséquent, un rapport d'échange, rendu favorable dans un état donné de la conjoncture par la seule disparité des structures, serait encore amélioré dans l'hypothèse d'une fluctuation possible du change, puisque l'action de ce dernier s'ajouterait au jeu pur des prix. Et de même, la détérioration des termes de l'échange se trouverait accusée par une baisse concomitante du change.

Ainsi la Grande-Bretagne, favorisée en période de dépression, le serait encore plus dans l'hypothèse où la zone sterling n'existerait pas. En apportant la stabilité des changes, la zone irait donc à l'encontre des intérêts de la Grande-Bretagne, la privant d'un gain supplémentaire, précieux en période de dépression. En revanche, elle viendrait limiter opportunément les pertes cycliques des économies primaires au cours de cette période, empêchant que le change n'aggrave la détérioration naturelle de leurs termes de l'échange.

La zone sterling fonctionnerait par conséquent au bénéfice des partenaires de la Grande-Bretagne, dans le cadre de la conjoncture économique. Puisse cet avantage leur faire oublier les désavantages que la conjoncture historique semble aujourd'hui leur imposer (6).

II. Les avantages dans la conjoncture historique

Nous entendons donc par conjoncture historique la succession des événements qui ont marqué les deux dernières décennies et qui ne sauraient s'inscrire dans un schéma d'économie pure. Recoupant divers passages de Meyer, nous la diviserons en deux grandes phases correspondant chacune à une décennie, la première coïncidant avec la période d'avant-guerre.

A. L'histoire de la première décennie semble avoir été à l'avantage de tout le groupe. Toutefois, en se livrant avec Meyer à un examen précis et en adoptant son argumentation, les partenaires du Royaume-Uni apparaissent comme les principaux bénéficiaires. Ceci résulte à la fois du taux de change choisi par ces derniers et de leur politique à l'égard des balances sterling.

a. Les taux de change adoptés par les partenaires de la Grande-Bretagne devaient en effet consacrer une réduction des parités sterling de leurs monnaies. En recherchant des liens monétaires stables avec la Grande-Bretagne, les membres du sterling manifestaient le désir de maintenir la ligne d'évolution de leur commerce, traditionnellement britannique (7), et en même temps le souci de s'attacher à un partenaire qui avait le privilège

(6) Il importe d'ailleurs de savoir si l'on peut considérer comme une norme une fluctuation plus grande des prix agricoles. Comme le rappelle M. René Cotjrtin (dans son cours de doctorat 1950-1951), c'est le phénomène contraire qui constituait jadis la norme. Meyer comme Martin constatent effectivement que l'amélioration des termes de l'échange des pays industriels en période de dépression se vérifie surtout depuis la Première Guerre mondiale. De 1870 à 1939, la Grande-Bretagne et ses partenaires primaires ont subi huit chutes de prix cycliques. Or, quatre – avant 1914 – ont été marquées par une baisse plus accusée des prix industriels, donc par une détérioration des termes de l'échange anglais, ce qui est contraire à la norme actuelle. Le mouvement Juglar aurait été contrarié par l'expansion de longue durée du commerce mondial qui a affecté les produits agricoles, freinant la chute de leurs prix. On voit donc combien il est arbitraire de raisonner dans le cadre d'un cycle Juglar pur, en faisant abstraction des mouvements de longue durée et des changements de structure.

(7) Il faudrait évoquer ici la notion de préférence de structure, développée par Jean Vriller, notamment dans *Problèmes d'économie internationale*.

(8) L'indice de la production industrielle, base 100 en 1929, atteint en 1932 : 83 pour le Royaume-Uni, 53 pour les U.S.A., 58 pour l'Allemagne.

(9) Voir Meyer, *op. cit.*, p. 37-38.

(10) Pourcentage des devises dans le total des réserves-or et devises de quelques banques centrales, en 1934 :

Membres du Commonwealth	
Australie	99
Egypte	73
Inde	65

Pays non sterling	
Lituanie	13
Dantzig	11
Pologne	5

Membres indépendants du sterling	
Finlande	82
Suède	61
Norvège	23

de subir moins durement la dépression que ses voisins (8). Toutefois, avant d'assurer cette stabilité, il s'agissait de choisir le niveau auquel elle serait établie, et la plupart des membres, après une première phase de fluctuation, adoptèrent des parités sterling qui représentaient parfois une dévaluation de 10 à 20 % par rapport à la situation de 1929.

Les membres sterling cherchèrent ainsi, en plus de l'avantage de la stabilité, à acquérir une position commerciale plus solide sur le marché du Royaume-Uni. Ce dernier en retira une surévaluation de sa devise et, de ce fait, une amélioration de ses termes de l'échange, mais ceci au détriment de ses exportations rendues plus onéreuses et donc plus difficiles (9). C'est dire qu'à un gain sur le plan monétaire, qui aurait été apprécié en période de plein emploi, a correspondu une perte sur le plan réel, la limitation des exportations venant restreindre la production et donc aggraver le sous-emploi qui caractérise alors l'Angleterre.

b. D'autre part, le jeu des balances a contribué à accuser cette situation. Leur accroissement jusqu'en 1938 exprimait une forte préférence pour la liquidité sterling. Le concept keynésien semble trouver parfaitement sa place ici. Cette préférence apparaît variable selon les membres de la zone, étant surtout marquée chez les participants au Commonwealth pour lesquels le sterling était particulièrement liquide en raison de leur dépendance commerciale et de leurs dettes financières à l'égard du Royaume-Uni. Notons que cette préférence pour la liquidité sterling se rencontrait chez des membres non sterling, qui donc seraient susceptibles d'être rattachés à la zone si on ne retenait que le troisième critère (10).

Les balances étaient essentiellement alimentées par les excédents des membres primaires sterling à l'égard de l'extérieur, ces excédents étant transformés en livres. Certes, la balance commerciale du Royaume-Uni avec le sterling apparaît-elle avant-guerre légèrement déficitaire (11), mais la balance des paiements courants laissait fatalement un excédent du fait des invisibles, ce qui permettait d'assurer un courant d'investissement. On ne peut donc accuser les membres de l'organisation d'avoir prélevé la substance de leur thésaurisation dans leurs relations avec la Grande-Bretagne, puisqu'ils étaient débiteurs à son égard. Ils n'ont pu déprimer par ce canal les exportations anglaises. Toutefois, en accumulant des devises acquises à l'extérieur, ils les ont distraites de leur usage commercial et atteint ainsi indirectement la Grande-Bretagne. Même si ces devises avaient été utilisées à l'extérieur, elles auraient pu alimenter les achats des pays tiers (12).

La Grande-Bretagne aurait été ainsi lésée par le jeu des balances. On notera toutefois que les partenaires sterling apparaissent également, du fait des réactions en chaîne, comme les victimes de leur propre politique, et donc, sur ce point, le désavantage exclusif de la Grande-Bretagne n'apparaît pas patent.

Pour déceler un désavantage britannique du fait de ces balances, il conviendrait plutôt de tenir compte de leur coût financier. Etant investies

en bons du trésor, ces balances étaient génératrices d'une charge en intérêts pour la Grande-Bretagne. Meyer l'évalue pour 1947 et 1948 à 10 millions de livres par an, mais l'importance des balances est alors considérable.

B. S'il est possible de dégager de cette première décennie un certain avantage au profit des membres primaires, le bilan de la deuxième décennie semble être contraire. La Grande-Bretagne marque en effet deux avantages successifs. La zone sterling lui a permis de contracter pendant la guerre une dette privilégiée et contribue aujourd'hui à assurer son approvisionnement en moyens de change par l'intermédiaire du pool et des achats d'or.

a. En six ans, de 1939 à 1945, les balances sterling ont été multipliées par sept. Celles de l'Égypte et de l'Inde l'ont été respectivement par neuf et quatorze (13). Cet accroissement mesure les crédits accordés par les pays sterling à la Grande-Bretagne pour financer ses importations et couvrir ses dépenses de guerre dans les territoires d'outre-mer. La Grande-Bretagne a ainsi retiré de la zone des facilités de crédit exceptionnelles, et il convient d'insister sur son privilège d'avoir contracté une dette extérieure en sa propre monnaie, ce qui est contraire à la norme internationale. Meyer y voit un signe de la force du sterling, surtout dans la mesure où les dettes qui subsistent sont dues à des États qui ont quitté la zone.

Il est certes normal que l'on oublie aujourd'hui l'avantage qu'ont procuré ces balances pour ne retenir que les dangers de leur déblocage. La Grande-Bretagne se trouve exposée soit à des exportations non compensées par des importations, ce qui la conduirait à l'inflation, soit à la délivrance de devises extérieures à concurrence de sa dette, ce qui accuserait le déficit dollar et impliquerait une nouvelle restriction des importations anglaises en provenance des U.S.A. Meyer s'attache plus particulièrement au premier cas, et, avide une fois de plus de recourir aux termes de l'échange, son outil d'analyse préféré, il montrera que les exportations non compensées entraînent leur détérioration. Ainsi, en 1947 et 1948, les balances sterling ont subi une réduction de 124 et 183 millions de livres, donnant lieu à des exportations non compensées du même montant (14). Les exportations se sont donc accrues relativement aux importations, de telle sorte que le pouvoir d'importation d'une unité d'exportation s'est trouvé réduit. Remarquons que cette détérioration des termes de l'échange qui est dénoncée ne ressort pas d'une comparaison de prix et fait appel à une notion spéciale de termes de l'échange.

Les balances sterling n'ont d'ailleurs pas que peu affecté la Grande-Bretagne, puisque celle-ci a obtenu dans une large mesure l'échelonnement de leur déblocage.

b. La Grande-Bretagne apparaît donc jusqu'ici plus avantagée que Meyer ne veut le croire, surtout si l'on ajoute les moyens de change que la zone sterling lui offre aujourd'hui. Depuis la fin de la guerre, et à l'exception de 1950, le Royaume-Uni comme l'ensemble de la zone sterling n'ont cessé d'accuser un déficit en dollars. Pour les six années 1946-1951, le déficit

(11) L'ouvrage *An American Analysis* étudié dans cette revue indique un déficit commercial annuel moyen de 39 millions de livres pour la période 1934-1938.

(12) Cf. les tableaux dressés par Meyer, *op. cit.*, p. 40.

(13) L'évolution des balances sterling a notamment été étudiée dans une étude inédite du ministère des Finances.

(14) Cf. Meteb, *op. cit.*, p. 50.

propre au Royaume-Uni est légèrement supérieur à celui de la zone, ce qui implique donc un apport des autres, chiffré à 224 millions de dollars. Il faut tenir compte, en effet, des ventes d'or au Royaume-Uni d'un montant de 1 631 millions de dollars. La situation peut être résumée dans le tableau ci-après.

**Position dollar et or du Royaume-Uni et de la zone sterling
d'outre-mer (total 1946-1951) (15)**

En millions de \$

1	2	3	4
Déficit \$ Royaume-Uni	Déficit \$ Sterl. d'O.M.	Vente d'or du st. d'O.M. au Royaume-Uni	Position \$ et or du st. d'O.M. (3-2)
- 7 719	- 1 407	+ 1 631	+ 224

(15) Ce tableau a été élaboré à partir de chiffres recueillis dans l'étude citée du Ministère des Finances. Des bilans détaillés ont été établis à l'occasion de la Conférence économique du Commonwealth de 1952. Ils ont été reproduits dans *Problèmes économiques*, n° 252, 259 et 260.

La Grande-Bretagne n'est toutefois pas le seul bénéficiaire de la zone. Au lieu d'opérer une division bipartite, Royaume-Uni et autres membres, comme nous l'avons fait jusqu'ici, il convient de distinguer trois groupes : le Royaume-Uni, les Dominions et le groupe des colonies et protectorats, les deux premiers se partageant la contribution du troisième.

Ainsi on pourra, alternativement et à sa guise, soit accuser la Grande-Bretagne d'exploitation conjointe, soit au contraire estimer que celle-ci est frustrée par les Dominions de la part qu'elle est légitimement en droit d'attendre de ses territoires dépendants.

**Position dollar et or du Royaume-Uni des Dominions
et des colonies et protectorats (1946-1951)**

En millions de \$

	Excédents	Déficits	Solde
Déficit \$ Royaume-Uni		- 7 719	
Déficit \$ Dominions		- 2 631	
		- 10 350	
Excédents \$ colonies et protectorats	+ 1 224		
Ventes d'or au Royaume-Uni (imputables à l'Afrique du Sud et à l'Australie) (16)	+ 1 631		
	+ 2 855		
Déficit \$ et or ensemble zone sterling			- 7 495

(16) Même en tenant compte de l'apport en or des Dominions, ceux-ci demeurent déficitaires.

Tel est le bilan de l'organisation sterling, mais celui-ci risque d'être partiel si l'on oublie que la zone constitue, pour une grande part, un espace douanier en même temps que monétaire. Meyer consacre d'ailleurs la dernière partie de son ouvrage à peser les avantages supplémentaires que les participants sterling tirent de leurs tarifs préférentiels. Et il sera conduit à examiner les incidences d'une communauté douanière élargie à l'Europe.

III. Les avantages supplémentaires tirés du cadre douanier

A la différence de la zone sterling, due dans une large mesure à la décision des économies d'outre-mer de lier leur monnaie à la livre, la Préférence impériale résulte d'une initiative de la Grande-Bretagne. Celle-ci décide en 1931 d'augmenter de 10 % ses droits de douane, sauf sur les importations en provenance du Commonwealth. Elle veut favoriser ce dernier, mais entend en même temps y conserver ses débouchés en obtenant des concessions réciproques. De cette initiative anglaise naîtra l'organisation d'Ottawa, conçue dans l'intérêt de tous.

La Préférence devait assurer à l'ensemble des participants un commerce plus important. Il est certain toutefois que quelques membres ont été plus avantagés que d'autres, du fait notamment des prix de vente que la Préférence leur permettait de pratiquer. C'est ce problème de prix qui retient l'attention de Meyer.

Sous son optique, la Préférence impériale serait surtout avantageuse dans la mesure où la production préférée est inférieure à la consommation préférée, c'est-à-dire lorsque les producteurs de la zone ne sont pas en mesure de la satisfaire entièrement. Dans ce cas, les consommateurs préférés sont contraints de recourir pour une part à l'extérieur de la zone et subissent ainsi le prix mondial accru de la marge douanière normale. Ce prix d'achat constitue le niveau-limite auquel les producteurs préférés seraient susceptibles de vendre, dans l'hypothèse d'une exonération totale. Bénéficiant seulement d'une réduction tarifaire, ils pratiqueront un prix intermédiaire entre le prix mondial et ce dernier accru de la tarification normale (17). Dans le cas inverse d'un excès de la production préférée sur la consommation préférée, aucune possibilité de gain n'apparaît. Les producteurs préférés vendent alors sur les marchés extérieurs au prix mondial, et il faudrait qu'ils discriminent contre le marché préférentiel pour réaliser le même gain que précédemment.

Ainsi la Nouvelle-Zélande est-elle bénéficiaire quant à ses exportations de beurre, de viande et de fromage, mais non de laine pour laquelle le Commonwealth offre un excédent d'exportation, donc présente une production supérieure à la consommation. L'Inde, de son côté, est avantagée à l'égard de ses exportations de thé, graines oléagineuses et riz. En revanche, la majorité des exportations anglaises l'emporte sur la consommation de la communauté. Le Royaume-Uni émet un flux d'exportations industrielles qui dépasse de beaucoup les besoins de ses consommateurs préférés. Donc, le Royaume-Uni, que Meyer nous a présenté comme désavantagé, à plusieurs égards, dans le cadre de l'organisation monétaire, le serait en outre du fait de l'organisation douanière.

Toute la logique de l'auteur semble mobilisée pour contrer la vieille thèse de l'exploitation britannique. On peut déplorer qu'il soit plus fait appel au raisonnement déductif qu'aux chiffres. Sans doute Meyer, pour lutter

(17) Le prix pratiqué se situera en fait entre le prix mondial et ce dernier accru de la marge de préférence. Soit un prix mondial de 100, un droit de douane de 50 au pourtour de la zone, et de 20 pour les producteurs préférés, ce qui donne une marge de préférence de 30. Le prix d'achat des marchandises acquises à l'extérieur est de 150. Si les marchandises de l'Union sont acquises au même prix, elles peuvent être vendues 130. Elles se vendront pratiquement entre 100 et 130 laissant un super-gain ayant bien pour limite la marge de préférence.

contre la thèse marxiste purement déductive de l'exploitation, est-il conduit à user d'une arme de combat analogue.

Les avantages de prix découlant de la Préférence étant précisés, il convient d'examiner dans quelle mesure ils se trouveront modifiés par la participation du Royaume-Uni à une Union européenne.

Notons que Meyer recommande particulièrement l'union douanière aux économies concurrentes. Elle serait le moyen d'accroître leur puissance à l'égard des partenaires extérieurs. Recherchant des analogies sur le plan de l'économie interne, il nous rappelle qu'employés et employeurs sont portés à se grouper de part et d'autre, entre concurrents et non ensemble. Le professeur Courtin, dans son rapport au Congrès des économistes de langue française (18), avait également insisté sur l'opportunité de l'union dans le cas d'économies concurrentes, mais pour des raisons différentes. Il s'attachait à l'aspect interne de l'union, voyant en elle une zone de libre-échange impliquant des ajustements intérieurs, certes douloureux, mais rationnels. L'union est alors le moyen d'assurer une organisation productive des structures et constitue la première pièce d'une zone libérale plus vaste.

L'union douanière entre économies compétitives apparaît donc justifiée à plusieurs titres, et c'est bien une union de ce type que l'Europe offre à la Grande-Bretagne. Mais l'Europe continentale inclut également des économies complémentaires de la Grande-Bretagne, vendant les mêmes produits que les pays primaires du Commonwealth. La présence d'économies complémentaires limite l'intérêt de l'union, tout au moins aux yeux de Meyer, et surtout implique un bouleversement des relations entre la Grande-Bretagne et ses partenaires britanniques. En effet, les rapports entre production et consommation préférées s'en trouveront modifiés. Si, par exemple, le Royaume-Uni accorde au Danemark les mêmes avantages qu'à la Nouvelle-Zélande, la production préférée de beurre, viande et fromage tendra à l'emporter sur la consommation préférée (19).

Les développements de Meyer ne peuvent toutefois être présentés comme un refus de participation à l'Europe. L'Union européenne est la bienvenue, mais à condition de ne pas sacrifier le Commonwealth. L'analyse de Meyer constituait jusqu'ici une défense de la Grande-Bretagne, leader du Commonwealth. Elle fournit de plus une justification des hésitations britanniques en face de l'Europe. Si on se réfère à l'argumentation développée ci-dessus, ces hésitations seraient dues notamment au souci de ne pas sacrifier les membres primaires de la communauté, principaux bénéficiaires de la Préférence.

On ne saurait, au terme de ce débat, conclure à l'avantage des partenaires de la Grande-Bretagne, comme l'argumentation de Meyer semble souvent nous y inviter.

On n'est d'ailleurs pas plus autorisé, lorsque l'on se dégage de l'optique de Meyer, à attribuer le bénéfice principal de la zone à la Grande-Bretagne. Il est scientifiquement impossible de désigner le principal gagnant. Tous

(18) René Courtin, *REP*, 1948.

(19) Voir Meyer, *op. cit.*, p. 120.

vraisemblablement gagnent à appartenir à la zone, entendue à la fois sous son aspect monétaire et douanier, et ont intérêt à préserver son cadre actuel, mais on ne peut mesurer tous les avantages respectifs et en établir une balance. Ils sont de nature trop diverse pour être commensurables. On est en présence d'un « no bridge ».

Sans doute les avantages du Royaume-Uni apparaissent-ils particulièrement patents. Tel est le cas des possibilités exceptionnelles de crédit offertes par la zone au cours de la guerre et de l'utilisation actuelle du pool. Au contraire, la plupart des avantages reconnus à ses partenaires, et notamment aux colonies de la Couronne, se révèlent beaucoup plus discrets. Ils ne sont décelés qu'au terme d'une analyse théorique souvent minutieuse, sinon ingénieuse. Mais peut-on estimer qu'un avantage caché soit pour cela moins réel ?